2) Les dispositions nationales qui utilisent également le modèle de passeport européen pour animaux de compagnie figurant dans la décision 2003/803/CE [...] comme preuve de l'identification et de l'enregistrement des chiens et qui prévoient en outre que des tiers y apportent, au moyen d'étiquettes d'identification autocollantes, des modifications portant sur l'identification du propriétaire et de l'animal dans les parties I à III de ce passeport, sont-elles des règles techniques au sens de l'article 1er de la directive 98/34/CE⁽³⁾ du Parlement européen et du Conseil du 22 juin 1998 prévoyant une procédure d'information dans le domaine des normes et réglementations techniques qui, en vertu de l'article 8 de la directive, doivent être communiquées à la Commission avant leur adoption?

⁽¹⁾ JO L 146, p. 1.

⁽²⁾ JO L 312, p. 1.

⁽³⁾ JO L 204, p. 37.

Recours introduit le 28 janvier 2010 — Commission européenne/Royaume d'Espagne

(Affaire C-48/10)

(2010/C 100/35)

Langue de procédure: l'espagnol

Parties

Partie requérante: Commission européenne (représentant: M. A. Alcover San Pedro, agent)

Partie défenderesse: Royaume d'Espagne

Conclusions

— Déclarer que, en n'adoptant pas les mesures nécessaires pour que les autorités veillent, par des autorisations délivrées conformément aux articles 6 et 8 ou, de manière appropriée, par le réexamen des conditions et, le cas échéant, leur actualisation, à ce que les installations existantes soient exploitées conformément aux exigences prévues aux articles 3, 7, 9, 10 et 13, à l'article 14, points a) et b), et à l'article 15, paragraphe 2, au plus tard le 30 octobre 2007, sans préjudice d'autres dispositions communautaires spéciales, le royaume d'Espagne n'a pas rempli les obligations qui lui incombent en vertu de l'article 5, paragraphe premier, de la directive 2008/1/CE⁽¹⁾ du Parlement européen et du Conseil du 15 janvier 2008 relative à la prévention et à la réduction intégrées de la pollution (directive IPPC).

— condamner le Royaume d'Espagne aux dépens.

Moyens et principaux arguments

Conformément à l'article 5, paragraphe premier, de la directive 2008/1/CE, le délai pour remplir l'obligation d'adapter les installations existantes aux exigences de la directive IPPC, par la délivrance d'autorisations environnementales intégrées, est arrivé à échéance le 30 octobre 2007.

À cette date, de nombreuses installations existantes continuaient à fonctionner en Espagne sans ladite autorisation. À partir de l'engagement d'une action fondée sur cette violation, la procédure de délivrance des autorisations environnementales s'est accélérée, sans toutefois qu'il ait été mis fin à cette violation, ni dans le délai requis par l'avis motivé, ni, conformément aux informations dont dispose la Commission, à ce jour. En vertu des données fournies par les autorités nationales dans leur réponse à l'avis motivé, à la date d'expiration du délai accordé dans ce dernier pour se conformer aux obligations découlant de l'article 5, paragraphe premier, de la directive, 533 installations existantes continuaient à fonctionner sans l'autorisation obligatoire IPPC.

Dans ces circonstances, il est évident que le Royaume d'Espagne continue à ne pas se conformer aux obligations découlant de cette disposition.

⁽¹⁾ JO L 24 du 29.1.2008, p. 8-29.

Recours introduit le 29 janvier 2010 — Commission européenne/République italienne

(Affaire C-50/10)

(2010/C 100/36)

Langue de procédure: l'italien

Parties

Partie requérante: Commission européenne (représentants: A. Alcover San Pedro et C. Zadra, agents)

Partie défenderesse: République italienne